

programmes ne sont pas parfaits. Nous aimerions bien que les néo-démocrates nous offrent des solutions et des idées nouvelles et constructives sur la façon de les améliorer. Trop souvent, ils nous inondent d'une rhétorique qui, en y regardant de plus près, est vide de toute substance.

Le gouvernement a mis sur pied un conseil pour un nouveau industriel dont l'objectif est de coordonner les programmes d'adaptation industrielle dans l'industrie textile où des dizaines de milliers de travailleurs seront affectés. Cette nouvelle initiative réclame la collaboration de l'entreprise privée. Nous avons réussi à recruter quelques chefs de file pour collaborer avec le gouvernement en vue d'aider les localités et les travailleurs à s'ajuster aux réalités nouvelles. Le gouvernement tente de résoudre ces problèmes, monsieur l'Orateur, et il s'en préoccupe beaucoup. Il s'emploie à leur trouver des solutions originales. Nous ne nous contentons pas d'intervenir à la Chambre des communes pour demander, comme certains: «Pourquoi ne mettez-vous pas nos théories en pratique?» Nous sommes pragmatiques et tâchons de trouver des solutions utiles et efficaces.

La résolution dont nous sommes saisis déplore l'absence de stratégie industrielle. Adopter une stratégie industrielle ne consiste pas uniquement à afficher une série de principes sur les murs. Encore une fois, il s'agit de mettre des forces en mouvement et de mettre des programmes en œuvre.

Le député de Capilano se demande pourquoi le gouvernement ne fait pas quelque chose pour résoudre le problème des travailleurs spécialisés. Je lui répliquerai en lui demandant pourquoi il ne lit pas les documents budgétaires. Comment peut-il ignorer ce qui se passe à la Chambre? Pourquoi n'est-il pas au courant de l'initiative que notre gouvernement a prise l'année dernière en faisant entreprendre une étude de grande envergure sur les ressources en main-d'œuvre? Pourquoi ne sait-il pas que le gouvernement a conclu un certain nombre d'ententes avec l'industrie houillère, avec l'industrie forestière et avec l'industrie des chantiers maritimes en vue de la mise en application de programmes de formation de la main-d'œuvre dans chacun de ces secteurs? Pourquoi ne sait-il pas que le gouvernement consacre présentement 800 millions de dollars à la formation de 250,000 Canadiens à de nouveaux métiers?

Le député de Capilano est-il insensible ou aveugle au point de ne pas voir ce qui est, que 250,000 Canadiens vont bénéficier de programmes de formation du gouvernement fédéral? Le député n'est-il pas au courant du programme instauré l'an dernier pour faire participer les femmes aux professions dont elles étaient traditionnellement exclues et grâce auquel, cette année seulement, on a pu recruter et faire entrer pour la première fois dans ces professions 2,500 femmes? Le député ne connaît-il pas les nouveaux programmes de formation qui vont permettre aux autochtones d'acquérir de nouvelles compétences dans ces domaines?

Je trouve stupéfiante la réticence des députés de l'opposition à aborder ces questions de façon rationnelle, à reconnaître et à louer le travail qui se fait pour y proposer des moyens de l'améliorer ou de le changer. Ils préfèrent brosser le sombre tableau d'un horrible chaos autour d'eux pour essayer d'effrayer et de soulever les Canadiens. Ils ne cherchent qu'à satisfaire quelques pauvres ambitions politiques.

Création d'emploi

Ayons un débat sérieux sur les problèmes économiques.

Une voix: Pourquoi avez-vous fermé l'école autochtone de Hay River?

M. Axworthy: Voyons ce qui existe. Si le député veut dire quelque chose, qu'il parle des six millions supplémentaires accordés au programme d'emploi communautaire des centres de l'Ouest, lequel va répondre aux besoins particuliers des autochtones qui vont s'établir dans les villes et les grands centres. Le gouvernement se met en mesure de travailler avec ces groupes, que ce soit les autochtones ou les femmes, afin que nous puissions adapter et orienter nos ressources en fonction de leurs besoins.

● (1620)

Nous avons mis au point les rouages qui nous permettront de lancer d'ici à quelques semaines un solide programme de formation de la main-d'œuvre d'un bout à l'autre du pays. Nous ne l'avons pas conçu unilatéralement ou arbitrairement, car nous avons d'abord tenu compte des recommandations du comité parlementaire, notre propre groupe de travail, des syndicats, des hommes d'affaires et des groupes communautaires. Nous nous sommes attaqués à la tâche soigneusement et avec sérieux et avons élaboré un programme de formation qui répond aux besoins des années 80.

Le député de l'autre côté demande où est la stratégie industrielle. La voilà, monsieur l'Orateur, nous sommes en train de la préparer et de la définir.

M. Huntington: C'est pitoyable.

M. Axworthy: Le député dit que c'est pitoyable. Quelle triste et pitoyable remarque. Le député est tellement incapable de comprendre ce qui se passe autour de lui qu'il n'est même pas en mesure de suivre la tournure des événements.

M. Huntington: Êtes-vous vraiment sérieux?

M. Axworthy: Je crois toujours ce que je dis, contrairement au député qui, à en juger d'après ses discours, vit dans un monde imaginaire.

Nous avons prévu dans le budget et dans une multitude de programmes gouvernementaux quantité de mesures destinées à régler ces questions. Mais nous jugeons qu'il faut faire plus. Nous croyons que ce n'est pas suffisant et qu'il convient d'instaurer un programme qui nous permettra de réaliser pleinement le potentiel de notre pays. Nous avons intégré dans le budget un certain nombre de documents portant sur les relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il s'agit d'essayer de rééquilibrer les ressources à l'intérieur du pays et d'appliquer une stratégie beaucoup plus efficace en matière d'enseignement supérieur afin de commencer à financer les domaines où la formation et l'enseignement se prêtent le mieux aux objectifs économiques, sociaux et culturels du pays.

Nous avons jeté les bases d'une réforme fondamentale du régime fiscal afin d'instaurer plus de justice. Le représentant de Capilano (M. Huntington) vient de déclarer sans froncer les sourcils que nous sommes en présence d'une mesure fiscale qui fait le bonheur des comptables et des avocats . . .